



RECHERCHE N°6
EQUIPEMENT CULTUREL ET DEVELOPPEMENT LOCAL

Debersaques Simon
IGEAT - ULB

Rapport scientifique 2016

Résumé

Cette note a pour objectif de présenter une recherche en cours portant sur les effets sociaux du développement urbain par la culture, et en particulier à travers une étude approfondie des relations entre les équipements culturels et leur quartier. Plus généralement, l'étude vise à comprendre le rôle de la culture dans les transformations sociales et spatiales d'un territoire anciennement industriel - le territoire du canal à Bruxelles - quatre ans avant l'arrivée d'un nouveau « vaisseau culturel » : le nouveau pôle culturel régional, associé au centre Pompidou, dans le garage iconique Citroën à Yser.

MOTS-CLES

Equipement culturel, développement local, quartier, logiques socio-spatiales, effets sociaux.

1. Introduction

A l'heure du « syndrome de Bilbao » - la quête mondiale au plus grand projet muséal, et de l'injonction tous azimuts à la « créativité » dans les espaces urbains, l'étude cherche à comprendre les logiques et effets socio-spatiaux du « développement urbain par la culture » [Paddison, Miles, 2007], et plus particulièrement à travers l'étude approfondie des relations entre un équipement culturel et son environnement urbain. Si les politiques urbaines présentent aujourd'hui la culture comme un instrument de développement local [OCDE, 2005] conciliant croissance économique (par son potentiel d'attractivité) et cohésion sociale (par son potentiel de participation et de reconnaissance), l'équipement culturel serait devenu un actant privilégié dans la dynamique de « redéveloppement » des territoires. En effet, il serait générateur de retombées sociales (émancipation/liens sociaux), économiques (tourisme/industries créatives) et urbaines (revitalisation/patrimonialisation). Ainsi, l'équipement culturel est devenu une clé de lecture intéressante pour analyser les transformations sociales et spatiales associées aux politiques urbaines.

Alors que les retombées économiques du « développement par la culture » ont fait l'objet de nombreuses études depuis une vingtaine d'années, l'intérêt de la recherche se trouve plutôt dans l'éclaircissement du discours dominant concernant la contribution de la culture aux objectifs de progrès social. Ces derniers sont régulièrement présentés dans la littérature et les discours politiques par une multitude de « mots [ou concepts] pièges, intelligibles et consensuels » [Chaudoir et de Maillard, 2003], tels que « cohésion sociale », « inclusion sociale », « vivre ensemble », « cosmopolitisme », « interculturalité », « mixité sociale » ou encore « citoyenneté ». Si la littérature scientifique révèle aujourd'hui la difficulté d'évaluer les effets sociaux propres aux lieux de culture, elle souligne néanmoins des contradictions dans les logiques de production et des paradoxes dans les actions socioculturelles, pouvant *in fine* révéler des tensions sociales et spatiales. Afin de mieux comprendre ces dernières et plus généralement de confronter les effets attendus (rhétorique) aux effets réels (observation), il est question d'analyser qualitativement les processus d'inscription des lieux culturels dans leur territoire, plutôt que de mesurer par des indicateurs leurs retombées immédiates¹. La focale étant mise sur les changements structurels dans les rapports socio-spatiaux suite à l'implantation d'un équipement culturel, l'analyse cherchera ainsi à avoir une approche longitudinale à l'échelle du quartier. En définitive, la recherche vise à comprendre plus généralement le rôle de la culture dans les transformations d'un territoire anciennement industriel - le territoire du canal à Bruxelles - quatre ans avant l'arrivée annoncée d'un nouveau « vaisseau culturel » : le nouveau pôle culturel régional, associé au centre Pompidou, dans le garage iconique Citroën à Yser.

¹ A l'instar des grilles d'évaluation des projets culturels du FEDER (dossiers de candidature).

2. Cadre théorique : équipement culturel et développement local

Objets géographiques, problématique et hypothèse

La problématique porte sur les effets sociaux du développement local par la culture. Si les « effets sociaux » feront référence à la dimension spatiale des transformations sociales d'un territoire [Ripoll & Tissot, 2010], la catégorie politico-idéologique de « développement local par la culture » sera déconstruite en un objet géographique précis : les interactions entre un lieu culturel et son quartier. Par le terme équipement culturel, nous entendons simplement tout lieu - que ce soient des projets *bottom-up* ou *top-down* – « accueillant des manifestations artistiques, et où la « culture » est produite, transmise ou consommée » [Bianchini, Ghilardi, 1997 : 49]. Ainsi, il est un espace fonctionnel, affectivement et pratiquement investi par ses usagers. En ce qui concerne la notion de « quartier », nous n'allons pas rentrer ici dans les nombreux débats sur la légitimité conceptuel et méthodologique de l'objet géographique [Authier et al., 2006]. Nous comprenons le quartier non pas comme une simple échelle d'action opérationnelle ou une échelle fantasmé de liens sociaux, mais comme un territoire, c'est-à-dire un « espace puissamment approprié et vécu par les acteurs qui le produisent, se le représentent et le convoitent » [Di Méo, 2016]. En liant ces deux objets géographiques, ceci nous amène par ailleurs au concept de « territorialisation » que Guy Di Méo définit comme « un processus de découpage spatial [objectif ou subjectif] et d'appropriation sociale par des groupes sociaux organisés et engagés dans un processus d'identification [...], [pouvant ainsi être la source] d'exclusion, de domination et de ségrégation ».

Plus spécifiquement, nous tenterons de comprendre la relation dialectique et diachronique d'un équipement culturel avec un territoire particulier : les quartiers populaires et désindustriels. En effet, en allant de la création artistique à la diffusion culturelle en passant par la médiation et l'éducation socio-artistique, les équipements culturels implantés en territoire anciennement industriel se singularisent de plus en plus par leur caractère « hybride ». Complexifiant leurs interactions avec le territoire, et ainsi leurs effets socio-spatiaux. Si nous postulons qu'un équipement culturel peut devenir, au travers de sa programmation et son public, à la fois un vecteur de proximité (ancrage local) et d'attractivité (mobilité quotidienne et résidentielle), nous posons l'hypothèse que l'équipement culturel « postmoderne » [Rousseau, 2008] - en articulant cette double logique socio-spatiale – est non seulement ambivalent mais également source de tensions sociales et symboliques au sein de son environnement proche. Ces tensions peuvent *in fine* avoir des conséquences sur l'évolution de l'équipement culturel lui-même (figure 1).

Si dans un premier temps, nous nous intéressons aux modalités et logiques de production d'un équipement culturel (point 2.2.) ainsi qu'à leurs effets socio-spatiaux (point 2.3), ces connaissances (tableau 2) restent théoriques et « territorialement décontextualisées ». En effet, si nous voulons comprendre les impacts de

l'implantation d'un équipement sur un territoire, il est nécessaire d'en connaître ses particularités qui en font un système territorial. Dans le cas des quartiers populaires centraux, il en est ressorti l'importance des ressources locales pour les habitants de ces territoires. Dès lors, ce ne sont pas tant les effets de l'équipement culturel en tant que ressource de proximité ou d'attractivité sur un espace déterritorialisé qui nous intéresse ici, mais bien les effets de l'équipement sur ces ressources existantes et spécifiques aux quartiers populaires en question.

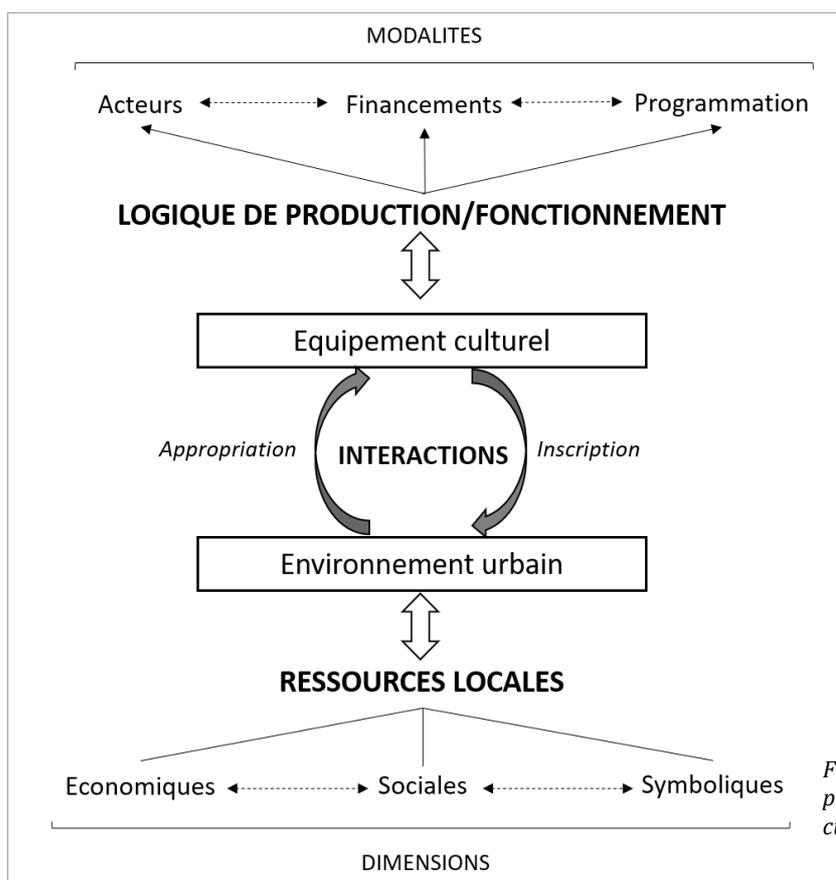


Figure 1 : schéma conceptuel postulant une relation équipement culturel - Territoire

Typologie des logiques socio-spatiales de production d'un équipement culturel

Deux conditions initiales à l'inscription, voire à l'ancrage territorial (son appropriation par les habitants locaux), d'un lieu culturel semblent aujourd'hui faire consensus dans la littérature [Pfirsch & Reitel, 2014] : d'une part la volonté (politique) de faire référence à l'identité locale, et d'autre part son insertion dans les réseaux locaux transversaux (culturels, sociaux, économiques, etc.). Les dimensions de la typologie sont construites à partir de ces deux conditions, opposant chacune deux modalités.

La première dimension d'ordre « politico-spatial » fait référence à deux modèles de « développement urbain par la culture » [Leloup et Moyart, 2014] :

- **Un « modèle exogène »** : ce modèle normatif considère la culture comme un moteur de développement urbain dans la mesure où l'implantation d'une culture « universalisée » serait source d'attractivité (visiteurs, résidents et activités économiques). Ainsi, ce mode de développement cherche à doter un territoire d'un « capital symbolique collectif » [Harvey, 2001] construit de toutes pièces dans une logique d'activation de certains effets d'entraînement au niveau social, économique et urbanistique. En définitive, dans une approche *top-down*, l'équipement culturel devrait définir la trajectoire d'un territoire.
- **Un « modèle endogène »** : ce modèle territorial considère la culture comme un vecteur de développement urbain dans la mesure où l'activation de ressources matérielles ou immatérielles locales – c'est-à-dire du savoir-faire, du patrimoine, des traditions, des expressions créatives et des spécificités locales – serait un moyen de (ré-)affirmer une identité locale [Baily, Miles, Stark, 2004 ; Garcia, 2004]. Ainsi, ce mode de développement cherche à stimuler un « capital symbolique collectif » [Harvey, 2001] existant dans une logique de consécration des richesses locales. En définitive, dans une approche *bottom-up*, le territoire local devrait définir la trajectoire de l'équipement.

La seconde dimension d'ordre « socio-spatial » fait quant à elle référence au degré d'insertion de l'équipement dans la « vie collective » du quartier [Grafmeyer, 2006] – un réseau d'associations multisectorielles. Cette dimension détermine le degré de fermeture/ouverture sur le quartier de l'équipement, révélant ainsi son « ancrage territorial » [Auclair, 2006, 2011].

- **Insertion faible** : l'équipement se construit de façon autonome par rapport au reste du quartier, pouvant dès lors être perçu comme un lieu « hors-sol » par les habitants.
- **Insertion forte** : l'équipement se construit en co-construction avec le quartier, pouvant dès lors être perçu comme un « lieu de vie » appropriable par une partie des habitants.

Relation Lieu culturel - Quartier		Intensité d'insertion dans les réseaux locaux	
		Faible (lieu hors-sol)	Forte (lieu ancré)
Modes de développement spatial	Exogène	Lieu-Vitrine	Lieu Créatif
	Endogène	Lieu-Microcosme	Lieu Communautaire

Tableau 1 : Typologie des logiques de production d'un équipement culturel

Ces deux dimensions ont permis de classer les études de cas issues de la littérature selon quatre équipements culturels idéaux-typiques (tableau 1), synthétisés dans le tableau 2. Ce cadre théorique n'est évidemment pas figé ; et ceci pour trois raisons. *Primo*, en raison de l'hétéronomie des politiques culturelles contemporaines [Hélie, 2009] favorisant la production d'équipement culturel « hybride ». Autrement dit, des institutions culturelles aux enjeux multisectoriels et multi-scalaires - parfois contradictoires - tels que l'attractivité touristique et métropolitaine, la

médiation/sensibilisation de l'art vers la population locale, la création artistique ou encore le marketing urbain. *Secundo*, en raison de mécanismes d'instrumentalisation ou d'institutionnalisation de la culture Off et/ou des activités socioculturelles à des fins de pacification ou de légitimation [Vivant, 2007, 2009]. *Tertio*, en raison de l'évolution des modalités de fonctionnement de l'équipement déterminées par les acteurs et le contexte urbain tant au niveau du quartier que de la métropole dans une relation dialectique avec le territoire [Grésillon, 2011 ; Lucchini, 2012 ; Djament-Tran et Guinand, 2014]. Ainsi, nous postulons qu'un équipement peut évoluer et tendre d'un idéaltype à l'autre au cours de son fonctionnement.

Les effets socio-spatiaux ambivalents des équipements culturels « hybrides »

A l'inverse du référentiel dominant sur les bienfaits de la culture en termes de « cohésion sociale » et « mixité sociale »², la littérature scientifique révèle, outre la difficulté d'évaluer les effets sociaux à long terme³, des contradictions associées à la multiplicité des objectifs de développement local et des paradoxes dans l'action « socio-artistique ». Ceux-ci peuvent finalement faire émerger ou renforcer des tensions sociales dans l'espace local.

- **Des logiques de production contradictoires** : l'implantation d'un lieu culturel dans un quartier doit se comprendre dans le projet métropolitain plus large dans lequel le nouveau lieu culturel s'inscrit. Dans un contexte de gouvernance métropolitaine et de développement local, la dés-autonomisation du champ culturel révélant la pluralité des objectifs fixés à l'action culturelle, mène à « des logiques urbaines souvent contradictoires » [E. Vivant, 2007] : soutenir la créativité locale, promouvoir l'insertion sociale, démocratiser l'accès à l'art, attirer des entreprises « créatives » et leur main d'œuvre, attirer des touristes ou encore revaloriser symboliquement un espace urbain en vue d'une revalorisation immobilière/foncière. De fait, dans les quartiers où l'ancrage artistique, ouvrier et/ou immigré est plus marqué, ces équipements reflètent souvent une opposition plus large entre enjeux globaux (rayonnement métropolitain, marchandisation de la culture, etc.) et enjeux locaux (espaces de création artistique, besoins socio-culturels, etc.) [Ballester, 2013 ; Fleury et Goutailler, 2014]. Plus symboliquement, la tension principale associée à ces logiques de développement opposent une reconnaissance socio-spatiale (*bottom-up*) à une normalisation/domination socio-spatiale (*top-down*). En définitive, ces différents enjeux peuvent se traduire dans

² S'il est évident que des manifestations culturelles peuvent entraîner des nouvelles formes de coprésence, de rencontre ou d'échange, la culture serait devenue aujourd'hui, au travers d'une rhétorique performative, l'instrument privilégié pour « faire société » en créant du lien social [Chaudoir et al., 2003].

³ Au début des années 2000, un vif débat scientifique s'est développé sur les effets sociaux de la culture dans les politiques d'*Urban renaissance* du *New Labour* en Grande-Bretagne. Des auteurs ont mis en avant les limites empiriques des analyses quantitatives dans les rapports d'évaluation légitimant l'*evidence-based policy* de ces politiques urbaines [Belfiore 2002 ; Merli, 2002 ; Evans, 2005 ; Sharp et al., 2005].

un rapport de force - conscient ou non - entre leurs acteurs respectifs au cours du fonctionnement de l'équipement, influençant ainsi la trajectoire de l'équipement.

▪ **Les paradoxes de l'action « socio-artistique »** : on identifie deux paradoxes de nature différente concernant la participation locale aux activités socio-artistiques.

- Un *paradoxe « géographique »* associé à la notion d'accessibilité : la majorité des sociologues et géographes de la culture s'accordent aujourd'hui pour dire que l'accessibilité à la culture ne dépend pas de la proximité géographique du lieu culturel mais plutôt d'une distance socio-symbolique [Pinçon-Charlot, Rendu, 1982]. En effet, « édifier un musée dans un quartier défavorisé ne peut suffire à résoudre les questions d'inégalités d'accès à la culture : au contraire [dans le cas des quartiers centraux désindustrialisés], l'initiative comporte des risques de créer d'autres inégalités socio-économiques, non-évoquées, si l'effet levier désiré se produit [valorisation foncière et immobilière] » [Debroux, 2014]. Ainsi, la proximité spatiale est une condition nécessaire mais non suffisante à l'accessibilité.
- Un *paradoxe « sociologique »* associé à la notion d'émancipation : outre la difficulté d'attirer les populations autres que celles possédant les formes de capital culturel les plus élevées [Bourdieu, 1979b ; Colomb, 2011], S. Pryen et J. Rodriguez [2002] montrent que les violences symboliques ne disparaissent pas totalement dans ces actions culturelles plus démocratiques, dans la mesure où un sentiment de frustration peut se développer chez les participants « au retour à la réalité quotidienne » (inégalités sociales de fait). Et ce ressenti peut être amplifié si l'équipement contribue à la poursuite, voire le renforcement, des inégalités socio-économiques (activités artistiques destinées à un public extérieur au quartier). Autrement dit, si la revalorisation symbolique du territoire local associée aux manifestations culturelles accompagne un processus plus large de gentrification. Le discours de l'action socio-culturelle comme un remède à tous les maux sociaux - minimisant par ailleurs le rôle des autres associations locales - connaît de nombreux obstacles et ne produit donc pas mécaniquement de l'autonomisation étant donné le rôle majeur de la dépendance économique dans l'émancipation.

En définitive, pour éviter les effets pervers tels que la gentrification, il va de soi que le succès de ces actions socio-culturelles doit inévitablement s'accompagner d'autres politiques urbaines volontaristes d'insertion sociale (emplois, éducation, logement, etc.). Ainsi, il est nécessaire de « dépasser la définition essentialiste [de la culture comme instrument de développement local] au risque de produire un discours « paravent » de l'impuissance publique » [Pryen & Rodriguez, 2006].

▪ **Les tensions socio-spatiales à l'échelle du quartier** : les études de cas portant sur l'inscription de lieux de culture dans leur environnement bâti et social montrent aujourd'hui que ces contradictions et paradoxes peuvent être sources de tensions socio-spatiales à l'échelle du quartier. Celles-ci se développent au cours du fonctionnement de l'équipement culturel tant dans l'espace sociale (usages et pratiques socio-spatiales) que dans l'espace vécu (représentations socio-spatiales). Si les logiques semblent assez bien connues aujourd'hui, les tensions issues des effets sur leur environnement sont plus difficiles à révéler dans la

mesure où ils dépendent directement du contexte territorial. Il sera donc question d'approfondir les connaissances théoriques sur les impacts des équipements culturels en territoire anciennement industriel, et ceci au prisme des effets de contexte local (caractéristiques physique et sociales du quartier).

	Microcosme	Communautaire	Vitrine	Créatif
Logiques socio-spatiales	Support à la « reterritorialisation » [Luchini, 2012] d'un espace pour la création et/ou la diffusion artistique (une finalité en soi)	Support à la sociabilité de proximité (liens sociaux), à la « citoyenneté de proximité » (expérience cathartique) et à l'appartenance locale (identité territoriale)	Support au processus de <i>re-imagining</i> [Bianchini, 1993] et ainsi de marketing urbain 1. Echelle de la ville : emblème de la régénération urbaine 2. Echelle du quartier : pierre angulaire d'un projet immobilier	Support à la dynamique festive (<i>happening urbain</i>) et « globale » d'une nouvelle centralité métropolitaine (mise en scène d'une nouvelle qualité de vie/urbanité métropolitaine)
Effets socio-spatiaux attendus	Expression artistique (Création, production et diffusion)	- Emancipation : reconstruction d'identité individuelle (confiance en soi) et collective (image interne et externe du quartier) - Liens sociaux : dynamiser les ressources sociales de proximité [C. Vignal, 2003]	- Montée en gamme du territoire [M. Rousseau, 2014] : effets d'appel (attractivité de touristes, visiteurs et investisseurs) et réduction symbolique du <i>Rent gap</i> [N. Smith, 1987] - Dynamisation touristique	- Effets d'entraînement économiques (nouvelles activités éco.), sociaux (attractivité résidentielle) et urbain (esthétisation-patrimonialisation) - Dynamisation du capital social du quartier (<i>clusterisation</i>)
Effets pervers (inattendus ou non avoués)	- Sécurisation de l'espace [E. Vivant, 2007] - Conflits de voisinage	- Sentiment de frustration au retour à la réalité quotidienne [Pryen & Rodriguez, 2006]	- <i>New-Build-Gentrification</i> [Davidson & Lees, 2005] - Folklorisation/uniformisation du territoire	- Gentrification résidentielle et commerciale - Dualisation sociale (distance socio-symbolique)
Exemple-type	- Brise-Glace (Grenoble) - Les Frigos (Paris)	- Mains d'œuvre (Saint-Ouen) - Culture Commune (Loos-en-Gohelle) - Paroles d'ExcluEs (Montréal)	- Guggenheim (Bilbao) - Imperial War (Manchester) - Musée du design (Rhur) - Louvre-Lens - MuCEM (Marseille)	- Les Maisons Folies (Lille) - Lieu Unique (Nantes) - CentQuatre (Paris) - Can Ricart (Barcelone) - The Hangar (Milan) - LX Factory (Lisbonne)

Tableau 2 : synthèse des logiques socio-spatiales, effets attendus et effets pervers

3. Analyse empirique : cas d'études et outils méthodologiques

Cas d'études et contexte territorial

Les six équipements culturels pris comme cas d'étude sont de trois types - des centres culturelles communautaires, des centres d'art contemporain et enfin des pôles culturels - et localisés dans trois quartiers dans le bas de la commune de Forest (2) et le bas de la commune de Molenbeek (1). Ceci permet ainsi une approche comparative d'une part selon le type d'équipement et d'autre part selon le contexte local (au moins deux équipements différents dans chaque quartier). Par ailleurs, si le bas de Molenbeek constitue le cœur même de la « zone du canal », le bas de Forest se situe à son extrémité sud et ne fait que partiellement partie de la zone définie par le FEDER (figure 2). Ces trois quartiers ont pour point commun d'être marqués plus ou moins par un tissu urbain industriel et une précarité socio-économique (tableau 3). En outre, deux d'entre eux se situent à proximité immédiate de quartiers dits « créatif » et en cours de gentrification : le quartier Dansaert pour le Vieux Molenbeek [Van Crielingen, 2001, 2006], et certains quartiers saint-gillois pour le quartier Saint-Antoine [Debroux, 2013]. Certains équipements se sont même implantés à la frontière de ces deux milieux urbains.

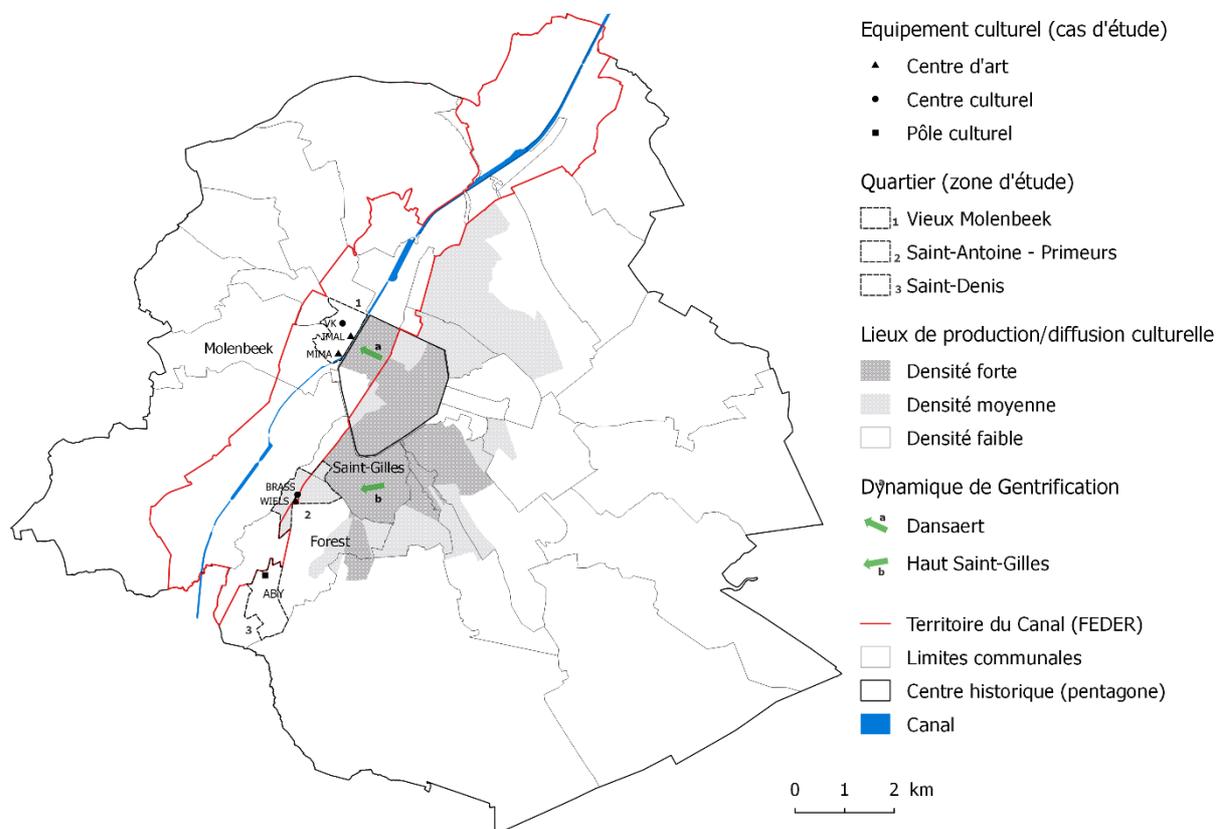


Figure 2 : Contextualisation territoriale. Sources : Urbis, T. Debroux (2012), A. Romainville (2015)

	Bas Forest		Bas Molenbeek	RBC (moyenne)
	Saint-Denis/ Bempt	Saint-Antoine/ Primeurs	Vieux Molenbeek	
Revenu médian (€/an)	17.447	15.813	14.376	18.941
Chômage (18-24 ans)	26% (46%)	34% (48%)	41% (52%)	23% (38%)
Densité (hab/km ²)	10.628	17.431	26.230	7.282

Tableau 3 : Indicateurs socio-économiques pour 3 quartiers étudiés (monitoring des quartier, 2012, 2013, 2015)

Nous présenterons ici brièvement les cas d'étude :

- **Le Vaartkapoen (Feder 2014-2020)** : La Vaartkapoen (Vk), est un des 22 centres communautaires néerlandophones en RBC (VGC). Fondé en 1976, en tant que centre communautaire, les objectifs et sa programmation ont évolué au fil des années. En 1989, son activité principale connaît une transformation majeure passant d'une salle de spectacle accueillant des compagnies locales de théâtre amateurs à une salle de concert pour une scène musicale spécifique alternative et internationale. Dans le même temps le Vaartkapoen s'est progressivement ouvert au quartier avec une programmation adaptée aux besoins des habitants du quartier. Aujourd'hui, le Vk a une structure complexe qui se compose du Vk*Concerts, du Welvaartkapoen (services sociaux locaux), du Vk*Art (activités socio-artistiques en lien avec le quartier) et du Caléidoscope (activités visant l'émancipation des habitantes). Les Fonds Feder (2015) vont principalement permettre la rénovation du bâtiment et la réalisation d'un nouvel espace semi-public en intérieur d'îlot (travaux 2018-2020).

- **IMAL/CASTII (Feder 2014-2020)** : L'asbl Interactive Media Art Laboratory (iMAL) est un centre d'art contemporain européen qui a pour objectif de stimuler le processus d'appropriation créative des Nouvelles Technologies. Passé de la commune de Schaerbeek au quartier Dansaert (2003), iMAL s'installe en 2007 dans ses locaux actuels le long du Canal et s'institutionnalise en tant que « Centre de Cultures Digitales et de Technologie » (soutien plus affirmé de la communauté française et de la RBC). Ce nouveau bâtiment, rassemble par ailleurs plusieurs autres entreprises et associations « créatives ». A la croisée des innovations artistiques, scientifiques et industrielles, iMAL a ouvert un FabLab (2012) et accueille des artistes en résidence (2013). En 2015, grâce aux fonds FEDER, iMAL développe le projet CASTii qui a pour double objectif d'une part d'ouvrir le lieu aux habitants du quartier en cherchant à casser la fracture numérique, et d'autre part de rénover et agrandir le bâtiment à des fins de visibilité (travaux 2018-2019).

- **L'Abbaye de Forest – « ABY » (Feder 2014-2020)** : Le projet ABY vise à centraliser plusieurs institutions culturelles de la commune de Forest dans son cœur historique : l'Académie de musique, une partie du Centre culturel BRASS, l'Espace Jeunesse et la Bibliothèque francophone. Si les fonds FEDER sont destinés à une partie de la rénovation du bâtiment de l'Abbaye (2019-2023), d'autres financements (fédéral et communal) permettront la rénovation du jardin et la construction d'un nouveau bâtiment (salle de spectacle). L'objectif est de faire de l'Abbaye de Forest le nouveau pôle culturel de la commune, voire à plus long terme un pôle culturel métropolitain. Ce projet est mené par les acteurs communaux et sa mise en œuvre

s'intègre dans le contrat de quartier durable « Abbaye » (2014-2018) permettant au préalable la rénovation des alentours du site.

- **Le site WIELS-BRASS (Feder 2000-2006)** : Ce site illustre la réaffectation culturelle d'une friche industrielle – la brasserie Wielemans-Ceuppens. Avec l'aide des fonds URBAN II (Feder), deux équipements distincts vont voir le jour dans deux bâtiments classés de l'ancienne brasserie : d'une part le Centre d'art contemporain WIELS (2007), au rayonnement international, et d'autre part le Centre culturel BRASS et la bibliothèque néerlandophone (2008) de la commune de Forest. A l'origine, ce dernier devait faire le pont entre les habitants des quartiers populaires du bas de Forest et le projet public-privé WIELS. Le WIELS se structure en 4 axes programmatiques : les expositions temporaires, les résidences d'artistes, les activités éducatives (médiation) et les activités socio-artistiques (sensibilisation). La programmation du BRASS quant à elle se structure principalement autour d'expositions temporaires, concerts et activités socioculturelle locales.

- **Le Millennium Iconoclast Museum of Art – MIMA (non Feder)** : le MIMA est un musée d'art contemporain - axé sur la culture dite « 2.0 » (*street art*, graphisme, musiques alternatives, sports extrêmes, etc.) - qui a ouvert en avril 2016, le long du canal au sein d'un nouveau complexe hôtelier sur l'ancienne friche de la brasserie Belle-Vue. Si sa genèse résulte d'une coalition d'acteurs publics-privés (indépendante du Feder) un autre projet socio-économique du site a été financé en partie par le Feder (ART2WORK).

Démarche et outils méthodologiques

La démarche de l'analyse empirique consistera d'une part à identifier et comprendre les objectifs et les moyens (mécanismes sous-jacents) derrière l'implantation d'un équipement culturel, ainsi que leurs effets induits à l'échelle du quartier (micro-géographie) ; et d'autre part, à questionner les effets socio-spatiaux du « développement urbain par la culture » à l'échelle du territoire métropolitain du canal (macro-géographie).

Comme déjà dit, plutôt qu'une analyse quantitative des retombées immédiates par indicateurs, il existe depuis le début des années 2000 un consensus autour de l'analyse qualitative longitudinale des processus induits par le lieu culturel au travers d'études de terrain approfondies [Lees & Melhuish, 2013]. Ainsi, la porte d'entrée principale au terrain est double : le lieu culturel, lui-même, et les ressources propres au quartier : espaces publics, espaces marchands, espaces associatifs et le logement.

Après l'analyse de documents existants sur la genèse du projet et la programmation, l'objectif premier est de réaliser une analyse cartographique sur d'une part la provenance de ses usagers (questionnaires, si nécessaire), et d'autre part les réseaux avec leurs partenaires multisectoriels. Ensuite, il s'agira d'aller à la rencontre de ces partenaires pour mieux comprendre le réel ancrage de l'équipement dans son quartier. Des entretiens semi-directifs seront mis en place à partir d'une grille d'analyse. Par ailleurs, dans le cas du projet ABY (2017-2023), il est envisagé d'organiser des ateliers cartographiques avec les publics de certaines associations locales sur les usages actuels du site et des espaces alentours. Enfin, des

observations de terrains seront menées afin d'analyser plus en détails les rapports spatiaux de l'équipement avec son environnement, et inversement (activités socioculturelles « hors les murs », les pratiques quotidiennes des habitants vis-à-vis de l'équipement, etc.).

BIBLIOGRAPHIE DE LA RECHERCHE

Ouvrages généraux

- AUTHIER J-Y., BACQUE M-H., GUERIN-PACE F., (2007), *Le quartier, Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte.
- DEUTSCHE R. (1996b), *Evictions: art and spatial politics*, London, MIT Press.
- FLORIDA R. (2002), *The Rise of the Creative Class: And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New-York, Basic Books.
- DI MEO G. (2014), *Introduction à la géographie sociale*, Paris, Armand Colin, Cours.
- HARVEY D. (2001), *Spaces of capital: towards a critical geography*. New York : Routledge, pp. 394-411.
- LANDRY C. (1994), *The Creative City: A Toolkit for Urban Innovators*, London, Earthscan (Comedia), pp. 132-140.
- LEY D. (1996), *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*, Oxford University Press.
- MILES S., PADDISON R. (2007), *Culture-led Urban Regeneration*, Londres, Routledge, pp. 1-28; 48-84.
- SIINO C., LAUMIERE F., LERICHE F. (2004), *Métropolisation et grands équipements structurants*, Presse universitaire du Mirail, Villes et Territoires.
- VIVANT E. (2009), *Qu'est-ce que la ville créative ?* Paris, PUF, La ville en débat, pp. 68-78.
- ZULKIN S. (1982), *loft living: Culture and Capital in urban change*, Rutgers University Press, 2e édition, 1989, p.55.

Rapports scientifiques

- OCDE (2005), *Rapport Culture and local Development*, p.171.
- KEA (2006), *The economy of Culture in Europe*, European Affair.
- EESC (2016), *Culture, Cities and Identity in Europe*, The European Economic and Social Committee.

Articles scientifiques

- ANDRES L., GRESILLON B. (2011), « Les figures de la friche dans les villes culturelles et créatives. Regards croisés européens », *L'Espace géographique*, Vol. 1, p. 15-30
- AUCLAIR E. (2006), « Comment les arts et la culture peuvent-ils participer à la lutte contre les phénomènes de ségrégation dans les quartiers en crise ? », *Hérodote*, 3-122, PP 212-220.
- BALLESTER P. (2013), « Quartier d'artistes versus cluster numérique. Entre conflit foncier et production d'un nouvel espace créatif : le 22@ de Poblenou à Barcelone », *Territoire en mouvement*, n°17-18.
- BAILEY, C., MILES, S., STARK, P. (2004), « Culture-led urban regeneration and the revitalisation of identities in Newcastle, Gateshead and the North East of England », *International Journal of Cultural Policy*, 10(1), 47-65
- BELFIORE E. (2002), « Art as a means of alleviating social exclusion : does it really work? A critique of instrumental cultural policies and social impact studies in the UK », *International Journal of Cultural Policy*, Vol.8 (1), pp. 91-106.
- BIANCHINI Franco, GHILARDI Lia Santacattarina, 1997. *Culture et quartier – Rapport comparatif*. In : Rapport du conseil de la coopération culturelle.1997. Conseil de l'Europe, Vol.2, p.49.
- CAMERON S., COAFFEE J. (2005), « Art, gentrification and regeneration. From artist as pioneer to public arts », *International Journal of Housing Policy*, vol. 5, n°1, p.39-58.
- COLOMB C. (2007), « Unpacking new labour's 'Urban Renaissance' agenda: Towards a socially sustainable reurbanization of British cities? », *Planning Practice & Research*, Vol. 22 (1), pp. 1-24.
- COLOMB C. (2011), « Culture in the city, culture for the city: the political construction of the trickle-down in cultural regeneration strategies in Roubaix, France », In *Town Planning Review*, 82 (1), pp. 77-98.
- DAVIDSON M., LEES L. (2005), « New-build 'gentrification' and London's riverside renaissance », In *Environment and Planning*, Vol. 37, pp. 1165-1190.

- DEBROUX T. (2013), « Les territoires créatifs : quelques notions théoriques et une analyse bruxelloise », *Territoire en mouvement*, vol. 2, n°19-20.
- DEUTSCHE R., RYAN C.G. (1984), « The fine art of gentrification », The MIT Press, Vol. 31, pp. 91-111.
- DJAMENT-TRAN G. et GUINAND S. (2014), « La diffusion des grands équipements culturels, vecteur de métropolisation des quartiers populaires ? », *Belgeo*, vol. 1.
- EVANS G. (2005), « *Measure for Measure: Evaluating the Evidence of Culture's Contribution to Regeneration* », *Urban Studies*, Vol. 42 (5/6), pp. 959–983.
- FLEURY A. & GOUTAILLER L. (2014), « Lieux de cultures et gentrification. Le cas de la Maison des métallos à Paris », *Espaces et sociétés*, Vol. 3, n°158, p. 151-167.
- FORMENT P. (2010), « Art contemporain et territoires urbains: le musée MADRe à Naples », *Méditerranée*, n°114.
- GAINZA X. (2015), « Culture-led neighbourhood transformations beyond the revitalisation/gentrification dichotomy », *Urban Studies*, Vol.
- GARCIA B. (2005), Deconstructing the City of Culture: The Long-term Cultural Legacies of Glasgow 1990, *Urban studies*, vol. 42, n°5-6, 841-868.
- GIROUD M., GRESILLON B. (2011), « Devenir capitale européenne de la culture: principes, enjeux et nouvelle donne concurrentielle », *Cahiers de géographie du Québec*, vol.55, n°155, p.237-253.
- GRAFMAYER Y., 2007. Le quartier des sociologues. In Authier J-Y., Bacqué M-H., Guérin-Pace F. (Ed.), *Le quartier : Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris : La Découverte, pp. 21-31.
- GRESILLON B. (2008), « Ville et création artistique. Pour une autre approche de la géographie culturelle », *Annales de géographie*, vol.2, n° 660-661, p. 179-198
- GRESILLON B. (2011), « La reconversion d'un espace productif au coeur d'une métropole : l'exemple de la Friche de la Belle de Mai à Marseille », *Rives*, n°38.
- LEES L., MELHUSH C. (2013), « Arts-led regeneration in the UK: The rhetoric and the evidence on urban social inclusion », in *European Urban and Regional Studies*, Vol. 22, pp. 242-260.
- LELOUP F., MOYART L. (2014), « Mons, capitale européenne de la culture en 2015 : deux modèles de développement par la culture », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°5, pp. 825-842.
- LEXTRAIT F., (2004), « Nouveaux territoires de l'art », *Culture & Musées*, Vol. 4, n° 1., pp. 95-102.
- LORENTE J. P. (1998), « Les musées catalyseurs de quartier d'art. Deux villes portuaires en déclin : Liverpool et Marseille », dans POULO D., *Patrimoine et Modernité*, Paris, L'Harmattan.
- LUSSO B. (2009), « Les musées, un outil efficace de régénération urbaine ? Les exemples de Mons (Belgique), Essen (Allemagne) et Manchester (Royaume-Uni) », *Cybergeo : European Journal of Geography*, Espace, Société, Territoire, n°436.
- MATARASSO F. (1997), « Use or Ornament? The Social Impact of Participation in the Arts », *Comedia*, Bournes Green, Stroud.
- MATHEWS V. (2014), « Incoherence and Tension in Culture-Led Redevelopment », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 38 (3), pp. 1019-1036.
- MERLI P. (2002), « Evaluating the social impact of participation in arts activities: A critical review of François Matarasso's *Use or Ornament?* », *International Journal of Cultural Policy*, Vol.8, (1), pp. 107-118.
- PECK J. (2005), « Struggling with the creative class », *International Journal of Urban and Regional Research*, 29 (4), pp. 740-770.
- PECK J. (2009), « The cult of urban creativity ». In R Keil & R Mahon *Leviathan undone? Towards a political economy of scale*. Vancouver, University of British Columbia Press, pp. 159-176.
- PFIRSH T., REITEL B. (2014), « Editorial : Les grands équipements culturels dans les espaces industriels en reconversion : de la requalification urbaine aux projets métropolitains ? », *Belgeo*, Vol. 1.
- PINCON-CHARLOT M., RENDU P. (1982), « *Distance spatiale, distance sociale aux équipements collectifs en Ile-de-France : des conditions de la pratique aux pratiques* ». Dans *Revue française de sociologie*, 23-4, pp. 667-696
- PLAZA B. (1999), « The Guggenheim-Bilbao Museum effect: a reply to Maria V. Gomez 'Reflective images: the case of urban regeneration in Glasgow and Bilbao' », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 23 (3), pp. 589–92.
- PRYEN S., RODRIGUEZ J.(2006), « Au carrefour de la culture et du social. Une interrogation sur les enjeux de l'action culturelle roubaisienne », dans David M., Duriez B., Lefebvre R., Voix G. (dir.), *Roubaix. 50 ans de transformations urbaines et de mutations sociales*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, pp. 255-274.

- REIGNER H. (2011), « Equipement », dans Cole A., Guigner S., Pasquier R. (dir.), Dictionnaire des politiques territoriales, Presses de Sciences Po., p. 224-230.
- RODRIGUEZ A., MARTINEZ E., GUENAGA G. (2001), « Uneven redevelopment new urban policies and socio-spatial fragmentation in metropolitan Bilbao », *European Urban and Regional Studies*, 8-2.
- ROUSSEAU M. (2008), « Bringing politics back in » : la gentrification comme politique de développement urbain : Autour des « villes perdantes ». *Espaces et sociétés*, pp. 132-133,(1), 75-90.
- ROUSSEAU M. (2014), « Redéveloppement urbain et (in)justice sociale : les stratégies néolibérales de « montée en gamme » dans les villes en déclin », in *Justice spatial/Spatial justice*, n° 6.
- SCOTT A. J. & LERICHE F. (2005), « Les ressorts géographiques de l'économie culturelle: du local au mondial », *L'Espace géographique*, Vol. 3, n° 34, p. 207-222.
- SHARP J., POLLOCK V., PADDISON R. (2005), « Just Art for a Just City: Public Art and Social Inclusion in Urban Regeneration », *Urban Studies*, Vol. 42 (5/6), pp. 1001–1023.
- SMITH N. (1987), « Gentrification and the rent gap -The Rent gap revisited », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 77, no 3.
- RUIZ J. (2004), « A literature review of the evidence base for culture, the arts and sport policy », *Research and Economic Unit of the Scottish Executive Education Department*, Edinburgh.
- TEISSERENC P. (1997), « Le développement par la culture », dans *L'Homme et la société*, vol. 125, pp. 107-121
- VIVANT E. (2007), « Sécurisation, pacification, animation. L'instrumentalisation des scènes culturelles off dans les politiques urbaines (enquête) », *Terrains & Travaux*, 2, n°13, p. 169-188.

Colloques/Séminaires

- CHAUDOIR P., DE MAILLARD J., « Dynamique culturelle et développement urbain », synthèse du séminaire de recherche et débat, L'Observatoire des politiques culturelles, novembre 2003.
- HELIE T. (2009), « Des politiques culturelles de façade ? Les effets sociaux ambivalents des opérations de régénération urbaine par la culture », Section thématique n° 26 : Les ambiguïtés de l'action publique face aux inégalités socio-spatiales. Etat des travaux francophones au regard des « urban studies », Colloque AFSP, Grenoble.
- LUCCHINI F. (2012), « La fabrique des lieux : réappropriation des lieux par la culture », Equipe La Friche – UMR-CNRS IDEES, Université de Rouen.

Communiqués de presse

- Dossier de presse : « pôle culturel Citroën », Région de Bruxelles-Capitale, septembre 2016.

Mémoires/Thèses

- VAN CRIEKINGEN M. (2001), « La rénovation résidentielle à Montréal et à Bruxelles. Dynamiques, impacts sociaux et rôle des pouvoirs publics », thèse de doctorat sous la direction de J.-M. Decroly, Université Libre de Bruxelles.
- DEBERSAQUES S. (2015), « Evolution socio-spatiale d'un quartier populaire associée à l'implantation d'un équipement culturel. Le cas du Centre d'art contemporain WIELS, à Forest (Bruxelles) », mémoire de fin d'étude en Sciences géographiques, Université Libre de Bruxelles, année académique 2014-2015.